

Zeitschrift: Le mouvement féministe : organe officiel des publications de l'Alliance nationale des sociétés féminines suisses

Herausgeber: Alliance nationale de sociétés féminines suisses

Band: 4 (1916)

Heft: 42

Artikel: Causerie littéraire : Dolia Blanchflower

Autor: Haltenhoff, C.

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-251386>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 05.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

CAUSERIE LITTÉRAIRE

Delia Blanchflower¹

élevé, auquel correspond un bas niveau de nos tarifs douaniers ; il en est résulté aussi que nos industries travaillent, ou sur des matières d'outre-mer (coton, soie : industrie textile, soieries, etc.), qui coûtent aussi cher à nos voisins qu'à nous, ou sur des matières premières précieuses, donc chères en elles-mêmes (or, etc. : horlogerie, bijouterie, orfèvrerie), ou se spécialisent dans un travail minutieux, fin et soigné (métallurgie, orfèvrerie, horlogerie, etc.). Le développement du machinisme, qui a rendu la production plus intense et plus concentrée, a augmenté le besoin de matière première, ce qui a forcément coûté davantage à notre économie au détriment du travail. Une spécialisation de plus en plus grande eût été alors nécessaire, mais le marché intérieur ne lui offrait pas les ressources suffisantes, et c'est pourquoi l'exportation à l'étranger a augmenté dans des proportions inquiétantes (98 % de la production horlogère, 97 % de la production en broderies). Il en est de même pour les industries, qui devraient être destinées uniquement à la consommation nationale, celle des machines, par exemple, qui est obligée d'exporter le 55 ou 60 % de sa production. Comme la production augmente toujours, avec l'introduction de nouvelles machines, les débouchés s'étendent forcément de plus en plus : l'exportation des soieries, par exemple, a passé en quelques années de 90 à 186 millions, et il faut ajouter à ces chiffres ceux de l'industrie hôtelière (1 milliard) et ceux de l'industrie du transport.

Qu'opposer à cette augmentation croissante et inquiétante de l'exportation ?

Il est évident qu'il serait aussi impossible que faux de chercher, comme vont le répétant quelques nationalistes étroits, ou quelques personnes mal informées, que la Suisse se suffise à elle-même. Aucun pays d'ailleurs n'en serait capable, pas même l'Angleterre. Et puis, même si cela était possible, la conséquence en serait un impérialisme tel que la seule idée en est écartée d'elle-même de par nos traditions démocratiques. Examinons plutôt quelles sont les tendances les plus dangereuses de l'évolution commerciale et industrielle actuelle, pour savoir comment y remédier.

On peut en distinguer plusieurs :

1° La liaison de l'industrie suisse à l'industrie étrangère est désastreuse. Nos soies, nos cotons, nos broderies accomplissent un exode à l'étranger, ou sont subventionnés par des capitaux étrangers. Plusieurs industries bâloises ont émigré sur territoire allemand, pour éviter d'avoir à payer de forts droits d'entrée en Allemagne. Nos industries électriques, qui ne peuvent pas si facilement se déplacer, se rallient presque toutes à une entente commerciale étrangère. Nos banques suivent le courant.

2° Nos industries ont une tendance unilatérale trop marquée. Il est nécessaire qu'il existe de petites industries plus modestes et plus souples pour entourer les grandes de leur production, leur fournir un recrutement d'ouvriers nationaux, et leur infuser un sang nouveau. Faute de quoi, c'est de nouveau l'intervention étrangère et la dénationalisation de plusieurs de nos industries, un aspect de la question des étrangers, qui mérite qu'on s'y arrête.

3° Enfin, notre économie nationale doit former le terrain en harmonie avec notre idéal démocratique. Il faut, en d'autres termes que se développent l'esprit d'initiative, l'activité, l'ingéniosité, le goût du travail, qui sont encore pour nous, comme ils l'ont été jadis, les facteurs essentiels de notre vie économique. Et les femmes n'ont-elles pas leur tâche à remplir dans ce domaine aussi ?

J. GUEYBAUD.

Mrs. Humphrey Ward a le génie de l'actualité. Dans ses romans antérieurs elle a traité à tour de rôle les questions religieuses, politiques, sociales, qui agitaient tous les esprits à un moment donné. Il était indiqué qu'elle s'attaquerait un jour au mouvement féministe et au suffragisme. A côté des contestations sur le nouveau régime de l'Irlande, aucun sujet n'était — avant la guerre européenne — plus brûlant et plus actuel en Angleterre que les revendications du parti féministe et les exploits des suffragettes.

Le roman en deux volumes que Mrs. Ward vient de consacrer à cette campagne ne sera peut-être pas classé parmi ses meilleurs. Il y a plus de profondeur et une psychologie plus fouillée dans *Robert Elsmere* et *Helbeck of Bannisdale*, plus de poésie et de fine sensibilité dans *Elenaor*; l'évolution des idées sociales et les aspirations introduites par elles dans la vie politique moderne sont exprimées avec plus de force et de largeur dans *Marcella* et *George Tressady*; dans *Canadian Born* (traduit en français sous le titre de *George Anderson*), la vie robuste et saine des pays neufs est dépeinte avec une fraîcheur vigoureuse que l'auteur n'a pas atteinte depuis lors. Il vaut pourtant la peine de prendre en mains *Delia Blanchflower*. La virtuosité de la romancière s'y déploie dans la variété des figures et des épisodes, dans le naturel des dialogues, dans mainte description charmante de la fertile campagne anglaise. Et si l'auteur ne résout pas les problèmes, du moins, il les expose avec une objectivité méritoire.

Quelle est son attitude vis-à-vis du féminisme ? Telle est sans doute la première question qui intéresse les lecteurs de ce journal. Chose curieuse ce n'est pas une femme — et certes la galerie de portraits féminins est bien fournie dans ces deux volumes — qui incarne les opinions de Mrs. Humphrey Ward, mais un homme, un gentleman anglais dans toute la belle signification de ce terme. Mark Winnington, dont le hasard a fait le tuteur de Delia et qui finit par dompter, puis par épouser, cette jeune révoltée, est le type idéal du gentilhomme campagnard. A la fois magistrat, philanthrope, conseiller et providence de toute une région, protecteur des faibles et justicier sévère des êtres tarés ou malfaisants, sportsman remarquable et ami chevaleresque des femmes distinguées, il exerce dans sa sphère restreinte une influence multiple et toujours bienfaisante. Ce caractère presque trop accompli risquait de tourner au petit saint et au pharisien. Il n'en est rien, Mark reste simple, viril et robuste. Et que pense-t-il du féminisme ? En premier lieu, que la collaboration de la femme est indispensable dans toutes les tâches de la philanthropie et de l'éducation. D'autre part, l'évolution industrielle l'ayant arrachée au foyer et jetée dans la lutte pour l'existence, l'échelle des valeurs s'est trouvée changée et la situation réclame un équilibre nouveau. La conquête du vote est chose secondaire. Elle n'a pas l'importance primordiale que lui prêtent les féministes. Il y a soixante ans, on se flattait de l'espoir que le suffrage universel de l'homme résoudrait la question sociale. Le résultat n'est-il pas resté très au-dessous de cette attente ? Il en sera de même pour le vote féminin. Il viendra,

¹ Par Mrs. Humphrey Ward, 2 vol. Collection Louis Conard, Paris.

mais il ne sera pas la panacée qu'on avait rêvée. Inutile d'ajouter que Winnington réproouve énergiquement, comme juriste et comme gentleman, les violences et en général toutes les illégalités au moyen desquelles les suffragettes montent à l'assaut du pouvoir politique et qui ne servent qu'à les éloigner de leur but.

A côté de Winnington, la figure la plus importante n'est pas la charmante et variable Delia, mais celle qui l'a conquise à « la cause » par un ascendant fascinateur et irrésistible : Gertrude Marvell, type de fanatique, formée par une jeunesse sacrifiée au sein d'un foyer que dévastaient les vices masculins. Intelligence puissante mais étroite, volonté de fer, cœur de glace, corps frêle et comme réduit dans ses vêtements corrects et simplifiés, cette conductrice d'âmes, chef des « Filles de la Révolte », est l'incarnation vivante des amertumes, des rebellions, des espoirs et des souffrances de tant de femmes écrasées par la dureté des lois et des conditions sociales, ainsi que la représentante de bien des ambitions troubles et des vanités déçues. C'est elle qui organise les meetings dans les petites villes de province où la populace couvre d'outrages les oratrices, elle qui dirige sur le Parlement le « raid » destiné à sombrer dans le scandale et l'émeute, elle enfin qui met le feu au splendide château du premier ministre antiféministe, le joyau artistique et la gloire de tout le comté. Cet acte criminel précipite le dénouement : il engloutit Gertrude dans la catastrophe, qu'elle a si longuement préméditée et jette Delia dans les bras de Winnington.

Tout un ensemble de figures se groupent autour de ces deux protagonistes. Quelques-unes sont dessinées avec force, d'autres restent bien vagues. Tout d'abord voici Delia Blanchflower, l'héritière des millions que Gertrude convoite pour « la cause », qui échappe peu à peu à cette influence, conquise par la haute énergie et la haute intelligence d'un homme de bien. Puis la fille déjà mûre d'une bonne famille, grandie entre une mère égoïste et frivole et un frère, bel officier fringant et nul, seul objet de l'orgueil et des sacrifices maternels, tandis qu'elle n'a jamais eu le moindre argent à sa disposition et n'a reçu aucune instruction qui lui permette d'en gagner. Adhérente secrète du mouvement, elle s'y jette à corps perdu au point de se faire la complice de Gertrude dans l'acte fatal. A côté d'elle la maîtresse d'école aigrie dans l'isolement qui risque son gagne-pain en s'inféodant à « la cause », la petite couturière de village : être frêle et disgracié, elle a concentré sur le suffrage tout le besoin d'idéal de son âme ingénue et voit ses illusions s'écrouler dans les brutalités du raid. Enfin les suffragistes constitutionnelles, qui ne se paient pas de phrases et poursuivent sans bruit, sans ostentation, une lutte de tous les jours contre les tares, les tristesses, les injustices dont leurs sœurs sont les victimes. Pour ces femmes dévouées, qu'a mûries une longue expérience, le suffrage sera le couronnement naturel d'une série de réformes : les insultes et les violences en retardent l'avancement. A la différence des passionnées qu'entraîne un enthousiasme généreux ou que rongent des rancunes inassouvies, elles ne s'attendent pas à ce qu'il apportera de nouveaux cioux et une nouvelle terre. Le siècle présent — telle est la conclusion de l'auteur — réclame le concours de toutes les bonnes volontés pour instaurer une meilleure répartition des droits et des biens, la femme se doit de répondre à cet appel et de travailler pour sa part à la solution du problème.

C. HALTENHOFF.

LA NOUVELLE RUSSIE

Le Czar a étonné et scandalisé le monde en faisant fermer les débits officiels de vodka ; le premier résultat a été que la mobilisation des armées russes s'est effectuée en trois semaines, au lieu de douze, et qu'elles ont envahi la Prusse avant que l'Allemagne ait pu se retourner.

Cet acte n'était d'ailleurs pas aussi autocratique qu'il ne semblait parce que le Czar savait qu'un grand nombre de ses sujets avaient pétitionné depuis des années pour la fermeture des débits d'Etat du vodka.

C'est en 1894 que le Czar et le comte de Witte commencèrent à exécuter leur plan de nationalisation de la vente du vodka. Leur procédé au début était de supprimer par prohibition, sans paiement ou compensation, les 100.000 débits existants, puis d'ouvrir 50.000 débits d'Etat pour la vente au détail seulement. On fit des règlements sévères, et comme une allocation considérable était allouée aux œuvres de tempérance, de grandes réformes étaient attendues. Mais l'Etat n'acquiesça pas les distilleries ; il acheta simplement le vodka, le rectifia soigneusement et le vendit.

Le ministre des Finances, trouvant le trafic avantageux, continua d'ouvrir d'autres débits dans d'autres localités. Jusqu'ici, les villageois pouvaient voter pour ou contre l'augmentation des débits, mais contre le débit officiel ils étaient impuissants. Année après année, le peuple se démoralisa et s'appauvrit par le vodka acheté dans le débit d'Etat et bu à la maison ou dans la rue. En 1906, les journaux russes déclaraient que le Département indirect de Taxation avait reçu des centaines de pétitions contenant des résolutions votées par des communautés de paysans de toute la Russie, et demandant l'abolition des débits de l'Etat dans les villages. Ce fut en vain, à cause de l'opposition du ministre d'Etat. La ville de Samara (population : 250.000 âmes) offrit de payer au gouvernement la somme totale du revenu de la vente du vodka si le trafic était prohibé. Même cette offre fut refusée. Le revenu du vodka augmenta tellement que l'Etat gagna 2.500.000.000 fr. par an de cette source.

En 1912, le comte de Witte réalisa que son projet était en train de faire beaucoup de mal au lieu de bien et il proposa au Conseil d'Etat « de défaire le mal sérieux occasionné par la nationalisation de la vente du vodka ». Il déclara dramatiquement : « Aidez-moi à corriger les fautes que Witte a commises, fautes qui mènent la Russie à la ruine ». L'année suivante (1913), le Czar, après une tournée d'investigation parmi son peuple, renvoya le ministre des Finances, nomma M. Barck à sa place et lui adressa la proclamation suivante : « Je suis arrivé à la conviction ferme que le devoir m'impose devant Dieu et la Russie d'introduire dans l'administration des finances d'Etat, et dans les problèmes économiques de mon pays, des réformes fondamentales pour le bien-être de mon cher peuple. Il n'est pas juste que le bien-être du trésor impérial repose sur la ruine des énergies spirituelles et productives d'un grand nombre de mes sujets loyaux ».

En janvier 1914, M. Barck introduisit la réforme qui, dans les premiers six mois, fit fermer 1,149 débits, avec une perte pour le revenu de l'Etat de fr. 6,510,400.

Pendant ce temps, la loi de tempérance (qui avait été rejetée de 1907 à 1913) passait à la Douma et fut renvoyée au Conseil d'Empire. Le Conseil l'adopta en la renforçant. Cette nouvelle loi de janvier 1914 accorde l'option locale complète aux conseils des provinces, des villes, ou des villages pour restreindre ou pro-